

Des faits plutôt que des mythes N° 123 / 5avril 2018

## Le flirt de l'AfD avec le grand mufti syrien

*Franziska Marfurt, experte pays auprès de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR (traduit de l'allemand)*

Alors que la guerre en Syrie entre dans sa septième année, un groupe de politicien-ene-s du parti «Alternative für Deutschland» (AfD) a choisi ce moment pour se lancer dans un voyage «privé» vers ce pays affecté par la guerre civile. Conduit par le gouvernement syrien, il a visité un «pays pacifique et sûr», lui permettant ainsi de souligner son appel pour une politique d'asile plus stricte vis-à-vis des réfugié-e-s syrien-ne-s. Chez nous, cette histoire évoque des souvenirs désagréables [de voyages en Erythrée effectués par des politicien-ene-s suisses](#). La réalité montre que ces voyages ne constituent pas une base sérieuse pour évaluer la situation dans les pays d'origine des personnes demandant une protection.

[«Merveilleuse promenade à travers le bazar de Damas. Partout, de nombreuses personnes rencontrées ouvertes et amicales, qui étaient heureuses de notre visite. Tout est totalement détendu ici.»](#) En provenance de Syrie, de telles histoires, et des similaires, ont été diffusées par des membres du parti populiste de droite au cours de leur voyage en Syrie sur divers canaux des médias sociaux.

Pourquoi donc un groupe de l'AfD, membres de Parlements de Lands et du Bundestag effectue-t-il un voyage «privé» dans un pays où une guerre fait rage depuis sept ans, et qui a déjà coûté la vie à des centaines de milliers de personnes et en a fait fuir plus d'un million? Le groupe de voyageurs s fournit des réponses dans son [communiqué de presse](#). Elle y explique qu'au vu de la couverture «unilatérale» des médias, il faut se déplacer sur place et se faire «de ses propres yeux» une idée de la «situation humanitaire et du travail de reconstruction dans les zones libérées des terroristes [par le Président Assad]» [notre traduction].

### La remise en cause et le cynisme sont difficiles à contrecarrer

Lors de leur visite à Damas, Homs et Alep, les politicien-ne-s ont fait l'éloge [de la politesse de la population syrienne et de la qualité de leur cuisine](#). Il y règne une ambiance de vie de tous les jours et les femmes s'assoient dans les cafés de la capitale. Sur [Facebook](#), un politicien note qu'il se sent encore plus en sécurité en Syrie qu'au Brésil. Dans leur programme, à côté de la promenade détendue à travers le marché, le groupe a également eu des réunions avec une délégation de représentant-e-s du gouvernement syrien. Cette dernière a assuré à ses invité-e-s que [les travaux de reconstruction du pays se poursuivraient](#). En même temps, on peut lire dans les journaux comment les troupes de l'armée syrienne, avec le soutien de la Russie, [bombardent la Ghouta orientale](#) à quelques kilomètres de Damas.

Les invité-e-s ont été plus particulièrement impressionné-e-s par le grand mufti syrien Ahmed Hassun, qui s'est clairement prononcé en faveur de la séparation de la religion et de

l'État et a appelé les [réfugié-e-s syrien-ne-s dispersé-e-s dans le monde entier à revenir dans leur pays d'origine](#). Que Hassun ait [menacé l'Occident d'attentats-suicide](#) dans le passé en cas d'intervention militaire dans la guerre de Syrie semble être délibérément ignoré par les politiciens de l'AfD. Parmi les déclarations de Hassun, ces derniers choisissent celles qui peuvent être exploitées pour leur propre agenda politique et instrumentalisées par leurs politiques xénophobes. Ainsi, par les observations faites lors de son voyage en Syrie, la clique de l'AfD renforce ses revendications pour le retour des «présupposé-e-s» réfugié-e-s en Syrie et l'arrêt du regroupement familial.

### **Les voyages d'enquête privés par des politicien-ne-s semblent être très tendance**

Malheureusement, avec de tels «voyages d'enquête» douteux et leurs demandes absurdes de réforme de la politique d'asile, les politicien-ne-s de l'AfD se retrouvent en bonne compagnie. Début 2016, par exemple, [un groupe de parlementaires suisses est parti pour l'Erythrée avec le même objectif](#). Ils ont rencontré des gens sympathiques, au lieu d'un État répressif, et ont pu se déplacer librement dans la capitale Asmara. Les politicien-ne-s ont discuté de la situation dans le pays, principalement avec des représentant-e-s du gouvernement érythréen, parce que la population locale ne veut pas commenter la politique et les prisons par peur de la répression, comme l'a dit elle-même une participante au voyage.

Un problème majeur dans ce cas est que les déclarations du gouvernement érythréen [ne peuvent pas être vérifiées par des sources indépendantes](#). L'Érythrée se trouve à l'avant-dernière place dans le classement de la liberté de la presse, la plupart des organisations de défense des droits humains telles qu'Amnesty International se voient refuser l'entrée dans le pays et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) [n'a pas accès aux prisons et aux centres de détention](#). Une telle situation rend impossible le respect des [principes de «l'équilibre des sources» et de la «neutralité»](#), indispensables à une analyse-pays de bonne qualité.

### **Pas d'information utile pour la pratique en matière d'asile**

Il est vrai que la [situation en matière d'information sur l'Érythrée est extrêmement difficile en raison du comportement du gouvernement](#). Et il est vrai aussi que le reportage sur la Syrie est unilatéral en fonction du média consommé. Cela vaut en particulier pour les agences de presse d'Etat russes *Sputniknews* et *RT Deutsch* (anciennement *Russia Today*), qui, ironiquement, jouissent d'une grande popularité dans les cercles de l'AfD. Les rapports des médias indépendants tels que la BBC, la NZZ, Die ZEIT, etc. peuvent cependant être classés comme beaucoup plus fiables que les informations recueillies par les politicien-ne-s lors de voyages privés. Il serait donc bon que ces voyages de vacances douteux soient remplacés à l'avenir par une discussion sérieuse et des [recherches et analyses précises](#) sur les pays d'origine des personnes qui demandent protection.